

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MERCREDI 20 AVRIL 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/244		
AIDES OCTROYEES D'UN MONTANT DE 170 000 EUROS DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - PROGRAMMATION 2022 - VILLE DE TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/244

BUREAU DU 20 AVRIL 2022

**O B J E T : AIDES OCTROYEES D'UN MONTANT DE 170 000
EUROS DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE
METROPOLITAIN TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE - PROGRAMMATION 2022 - VILLE DE
TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale, relative à la réforme de la politique de la ville,

VU le décret n°20142014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 19/12/464 du Conseil Métropolitain du 10 décembre 2019 relative au protocole d'engagement renforcés et réciproques 2020/2022 – Contrat de Ville Métropolitain Toulon Provence Méditerranée,

VU le Contrat de Ville Intercommunal 2015/2020 signé le 4 novembre 2015,

VU l'appel à projets commun lancé le 8 novembre 2021,

VU les projets de conventions ci-annexés,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville, est porteur du Contrat de Ville 2015/2022,

CONSIDERANT que la programmation 2022 du Contrat de Ville prévoit de s'engager sur les 13 quartiers de la Métropole inscrits dans ce dispositif,

CONSIDERANT que la programmation du Contrat de Ville prévoit une enveloppe globale de 400 000 euros pour 2022 pour les 4 communes (Toulon, La Seyne-sur-Mer, La Garde et Hyères-les-Palmiers) inscrites dans ce dispositif,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est sollicitée à hauteur de 170 000 euros pour des actions participant au développement social et urbain du territoire prioritaire de la Politique de la Ville de Toulon,

CONSIDERANT qu'il a été convenu d'octroyer 170 000 € pour la ville de Toulon,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les associations suivantes les conventions ci-annexées à partir de 10 000 €, ainsi que toutes pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
ALADIN	ACI Environnement	13 000 €
ARIANE MEDITERRANEE	Activ'Ariane	20 000 €
ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT (AVRE)	Permanences d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences intra familiales - Accueil des mineurs et des femmes victimes de violence	10 000 €
RESINE MEDIA	FACIL'I.T : Chantier d'insertion numérique RESINE MEDIA	12 000 €
TOTAL		55 000 €

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à verser aux associations ci-dessous mentionnées les subventions suivantes :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR (AAVIV)	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	5 000 €
ASSOCIATION DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE (APS)	Toulon, parcours d'accompagnement à la mobilité et au retour à l'emploi par le biais de chantiers d'insertion	3 000 €
ASSOCIATION VIVRE EN FAMILLE (AVEF)	Protection des victimes violences conjugales et prévention de la délinquance par l'accompagnement psycho-éducatif des auteurs et par l'accompagnement d'un traitement individuel psychologique	5 000 €
AXIS	Relais enfants-parents	2 000 €
CDAD 83 (CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AU DROIT)	Action de sensibilisation des collégiens et des lycéens à la Justice en vue de contribuer à la prévention de la délinquance	2 000 €
	Mise en place de consultations juridiques par des professionnels du droit et de permanences d'écrivains publics sur tout le département du Var	4 000 €

CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAR (CIDFF)	Service d'Accompagnement Individualisé Emploi femmes (SAIE)	3 500 €
CODES 83	Santé Toulon ! Éducation pour la santé multithématique	3 000 €
CULTURE DU COEUR 83	Permanences quartiers Toulon - Parcours Théâtre - Atelier Medicis Festival Transat	2 000 €
CULTURES & COMMUNICATION	Itinéraires, mémoires, culture : Vivre ensemble dans le centre ancien	2 000 €
FACE VAR	Passerelle école entreprises	5 000 €
	Face à l'emploi - Egalité des chances des jeunes diplômés	3 000 €
	Face à l'emploi - Job contact	5 000 €
FEMMES D'AUJOURD'HUI	Accompagnement Social et Lieux d'Accueil d'Ecoute et d'Orientation femmes victimes de violences	6 000 €
	Travailleur social au commissariat	7 000 €
	Ateliers d'apprentissage linguistique à visée professionnelle centre-ville	6 000 €
LE ROCHER OASIS DES CITÉS	Accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans - Sainte Musse	3 000 €
LES CENTRES SOCIAUX DE TOULON	Fonds de Participation des Habitants	1 000 €
MLJT (MISSION LOCALE DES JEUNES TOULONNAIS)	Antennes des quartiers ciblés	8 000 €
	Coaching Emploi Santé (ex- Médiation insertion)	5 000 €
	Recrutement des publics QPV sur les dispositifs	7 000 €
MUNITIQUE FORMATION ET MULTIMEDIA	Lieu d'initiative en direction des jeunes	1 000 €
	Atelier Bureautique et Multimédia	6 000 €
NQT	Accompagnement vers l'emploi et l'alternance des jeunes diplômés issus des QPV de Toulon	2 000 €
POSITIVE PLANET	Accompagnement à la création d'entreprise dans les quartiers prioritaires	3 000 €
TREMLIN BRIGADES NATURE	Ateliers et chantiers d'Insertion restauration patrimoine bâti et entretien d'espaces naturels	7 000 €
UFOLEP 83	Socio Sport	2 000 €

UNIS CITÉ	Les jeunes s'engagent avec Unis-Cité	4 000 €
	Mobilisons-nous pour nos aînés en centre ancien	2 500 €
TOTAL		115 000 €
TOTAL GENERAL		170 000 €

ARTICLE 3

DE DIRE que la Métropole Toulon Provence Méditerranée demandera aux associations listées à l'article 2, de fournir au 31 décembre 2022, un bilan qualitatif, quantitatif et financier signé par le responsable légal de la structure afin de justifier la réalisation de leurs actions respectives.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°52157 article 65748, Budget Principal 2022.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 12
CONTRE 0
ABSTENTION 0



<p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ALADIN</p>
--

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la décision n°22/ en date du Bureau Métropolitain du 25 avril 2022, d'une part,

ET

L'Association ALADIN, ayant son siège social, rue Laindet Lalonde, La Fluorine, 83000 Toulon, représentée par **Madame Marjorie DUBREUCQ** agissant en qualité de Présidente, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville est appelée à répondre aux enjeux de cohésion sociale à l'échelle de la Métropole.

Dans ce cadre, Toulon Provence Méditerranée, est porteur du Contrat de Ville Métropolitain 2015/2022 (cf. protocole d'engagements réciproques et renforcés prorogeant le contrat de ville jusqu'en 2022).

La Métropole TPM est sollicitée pour des actions participant au développement social et urbain des territoires prioritaires de la politique de la ville de la commune de Toulon, parmi lesquels ceux de **l'Association ALADIN**.

Compte tenu de l'intérêt de son projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action suivante :

- « **ACI Environnement** », portée par l'Association ALADIN, dans le cadre de la programmation 2022.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

L'Association ALADIN s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets, conformément à la note d'opportunité jointe à la demande de subvention.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'Association ALADIN s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 22/ en date Bureau Métropolitain du 25 avril 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association ALADIN au cours de l'exercice 2022, par le versement d'une subvention d'un montant de **13 000 euros** pour son projet :

- « **ACI Environnement** »,

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association ALADIN dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel du projet « **ACI Environnement** » est de 452 000 euros, pour un montant sollicité en Contrat de Ville de 22 500 euros.

Le financement accordé au titre du CDV (sous réserve des instances délibératives de chaque partenaire) est le suivant :

- **13 000 € de Toulon Provence Méditerranée,**
- **9 500 € de la Commune de Toulon.**

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association ALADIN tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association ALADIN :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant total de la subvention est arrêté à **13 000 € (treize mille euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **10 400 euros** dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

- Le solde, soit **2 600 euros** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 octobre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association ALADIN par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association ALADIN de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association ALADIN reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'Association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
ALADIN

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Marjorie DUBREUCQ

Le Président,
Hubert FALCO

**CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET L'ASSOCIATION ARIANE MEDITERRANEE**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la décision n°22/ du Bureau Métropolitain du 25 avril 2022, d'une part,

ET

L'Association ARIANE MÉDITERRANÉE, ayant son siège social Le Souverain – Espace Valgora – 9, Impasse Jacques Monob – 83160 La Valette du Var, représentée par **Monsieur Patrick DEBIEUVRE** agissant en qualité de Président, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville est appelée à répondre aux enjeux de cohésion sociale à l'échelle de la Métropole.

Dans ce cadre, Toulon Provence Méditerranée, est porteur du Contrat de Ville Métropolitain 2015/2022 (cf. protocole d'engagements réciproques et renforcés prorogeant le contrat de ville jusqu'en 2022).

La Métropole TPM est sollicitée pour des actions participant au développement social et urbain des territoires prioritaires de la politique de la ville de la commune de Toulon, parmi lesquels ceux de **L'Association ARIANE MÉDITERRANÉE**.

Compte tenu de l'intérêt de son projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action suivante :

- « **Activ'Ariane** », portée par l'Association ARIANE MEDITERRANEE, dans le cadre de la programmation 2022.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

L'Association ARIANE MÉDITERRANÉE s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets, conformément à la note d'opportunité jointe à la demande de subvention.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'Association ARIANE MÉDITERRANÉE s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n°22/ du Bureau Métropolitain du 25 avril 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association ARIANE MÉDITERRANÉE au cours de l'exercice 2022, par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 euros** pour :

- « **Activ'Ariane** ».

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association ARIANE MÉDITERRANÉE dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel du projet « **Activ'Ariane** » est de 625 170 euros, pour un montant sollicité en Contrat de Ville de 72 000 euros.

Le financement accordé au titre du CDV (sous réserve des instances délibératives de chaque partenaire) est le suivant :

- **20 000 € de Toulon Provence Méditerranée,**
- **20 000 € de l'Etat,**
- **15 000 € de la ville de Toulon.**

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association ARIANE MÉDITERRANÉE tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association ARIANE MÉDITERRANÉE :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant total de la subvention est arrêté à **20 000 € (vingt mille euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **16 000 euros** dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 euros** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 octobre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association ARIANE MÉDITERRANÉE par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association ARIANE MÉDITERRANÉE de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association ARIANE MÉDITERRANÉE reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'Association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
ARIANE Méditerranée

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Patrick DEBIEUVRE

Le Président,
Hubert FALCO

**CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET L'ASSOCIATION RÉSINE**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la décision n°22/ du Bureau Métropolitain en date du 25 avril 2022, d'une part,

ET

L'Association RÉSINE, ayant son siège social, 55 Avenue du 4 Septembre, 83300 DRAGUIGNAN, représentée par **Monsieur Michaël BRUEL** agissant en qualité de Président, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville est appelée à répondre aux enjeux de cohésion sociale à l'échelle de la Métropole.

Dans ce cadre, Toulon Provence Méditerranée, est porteur du Contrat de Ville Métropolitain 2015/2022 (cf. protocole d'engagements réciproques et renforcés prorogeant le contrat de ville jusqu'en 2022).

La Métropole TPM est sollicitée pour des actions participant au développement social et urbain des territoires prioritaires de la politique de la ville de la commune de Toulon, parmi lesquels ceux de **l'Association RÉSINE**.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action suivante :

- « **FACIL'I.T Chantier d'insertion numérique RÉSINE MEDIA** », portée par l'Association RÉSINE, dans le cadre de la programmation 2022.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

L'Association RÉSINE s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets, conformément à la note d'opportunité jointe à la demande de subvention.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'Association RÉSINE s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 22/ du Bureau Métropolitain en date du 25 avril 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association RÉSINE au cours de l'exercice 2022, par le versement d'une subvention d'un montant de **12 000 euros** pour son projet :

- « **FACIL'I.T Chantier d'insertion numérique RÉSINEMEDIA** »,

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association RÉSINE dans la réalisation de ses projets.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel du projet « **FACIL'I.T Chantier d'insertion numérique RÉSINE MEDIA** » est de 533 254 euros, pour un montant sollicité en Contrat de Ville de 38 000 euros.

Le financement accordé au titre du CDV (sous réserve des instances délibératives de chaque partenaire) est le suivant :

- **12 000 € de Toulon Provence Méditerranée,**
- **2 000 € de la Commune de Toulon.**

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association RÉSINE tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association RÉSINE :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant total de la subvention est arrêté à **12 000 € (douze mille euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **9 600 euros** dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **2 400 euros** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 octobre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association RÉSINE par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association RÉSINE de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association RÉSINE reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'Association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association RÉSINE

La Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Le Président,
Michaël BRUEL

Le Président,
Hubert FALCO

<p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT</p>

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la décision n°22/ du Bureau Métropolitain en date du 25 avril 2022, d'une part,

ET

L'Association Varoise pour le Respect de l'Enfant (A.V.R.E), ayant son siège social, Rue Marie Mauron – 241 Mail de la Planquette – 83130 La Garde représentée par **Madame Marie BRUNEAU** agissant en qualité de Présidente, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville est appelée à répondre aux enjeux de cohésion sociale à l'échelle de la Métropole.

Dans ce cadre, Toulon Provence Méditerranée, est porteur du Contrat de Ville Métropolitain 2015/2022 (cf. protocole d'engagements réciproques et renforcés prorogeant le contrat de ville jusqu'en 2022).

La Métropole TPM est sollicitée pour des actions participant au développement social et urbain des territoires prioritaires de la politique de la ville de la commune de Toulon, parmi lesquels ceux de **l'Association A.V.R.E.**

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action suivante :

- « **Permanences d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences intra familiales – Accueil des mineurs et des femmes victimes de violences** », portée par l'Association A.V.R.E, dans le cadre de la programmation 2022.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

L'Association A.V.R.E s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets, conformément à la note d'opportunité jointe à la demande de subvention.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'Association A.V.R.E s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 22/ du Bureau Métropolitain en date du 25 avril 2022, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association A.V.R.E au cours de l'exercice 2022, par le versement d'une subvention d'un montant de **10 000 euros** pour son projet :

- « **Permanences d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences intra familiales – Accueil des mineurs et des femmes victimes de violences** »,

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association A.V.R.E dans la réalisation de ses projets.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel du projet « **Permanences d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences intra familiales – Accueil des mineurs et des femmes victimes de violences** » est de 67 648 euros, pour un montant sollicité en Contrat de Ville de 33 500 euros.

Le financement accordé au titre du CDV (sous réserve des instances délibératives de chaque partenaire) est le suivant :

- **10 000 € de Toulon Provence Méditerranée,**
- **5 000 € de l'Etat.**

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association A.V.R.E tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association A.V.R.E :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant total de la subvention est arrêté à **10 000 € (dix mille euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **8 000 euros** dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **2 000 euros** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 octobre 2022.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association A.V.R.E par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association A.V.R.E de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association A.V.R.E reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'Association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association Varoise pour le Respect
de l'Enfant

La Métropole Toulon Provence
Méditerranée

La Présidente,
Marie BRUNEAU

Le Président,
Hubert FALCO